ASSEMBLÉE NATIONALE

29 février 2024

RELATIF À L'ORGANISATION DE LA GOUVERNANCE DE LA SÛRETÉ NUCLÉAIRE ET
DE LA RADIOPROTECTION POUR RÉPONDRE AU DÉFI DE LA RELANCE DE LA
FILIÈRE NUCLÉAIRE - (N° 2197)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CD40

présenté par

Mme Clapot, Mme Rilhac, Mme Dupont, Mme Dordain et M. Causse

ARTICLE 2

Compléter l'alinéa 8 par la phrase suivante :

« Les travaux d'expertise de l'Agence de sûreté nucléaire et de radioprotection peuvent recourir à des dialogues techniques avec la société civile. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement propose que le règlement intérieur consacre également la possibilité pour les services en charge des processus d'expertise, d'enrichir leurs travaux de dialogues avec la société civile par la mise en place de dialogues techniques dédiés permettant de recueillir préoccupations et interrogations. Cette pratique s'inspire de la 4ème révision périodique des réacteurs 900 MWe qui a donné lieu à des phases de « dialogue technique » dès l'enclenchement du processus d'expertise. Cet amendement permet de s'assurer de la pérennité de ces dispositifs d'ouverture à la société en favorisant la confiance du public et en renforçant le niveau d'expertise sur lequel pourra s'appuyer la décision.

Cet amendement a été travaillé avec les salariés de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.